

EN DIRECT DU COMITE DIRECTEUR...

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU COMITE DIRECTEUR DE LA LIGUE DES

10 et 11 JANVIER 1987 à SALBRIS (Mairie)

Le Président Massaloux ouvre la séance à 15h10

Sont présents : Mmes BRION et CRON - MM. BOUYER, BRION, ERRANT, FOURNIER, JACOB, LACOUR, LAPHA, MAIGNAN, MARCHAND, ROTTREAU ainsi que le Dteur JACQUENOD et MM. BALMET et REBRIUX, Présidents des Comités du Cher et de l'Indre.

Sont excusés : MM. BOMMER, DAVID-CTR-, FOURGEAUD et LESINGE pour le Samedi, FOURNIER pour le Dimanche.

Avant de passer à l'ordre du jour, le Président Massaloux tient à rappeler le souvenir d'Alain TAVERNIER, décédé le 18.10.86, fait observer une minute de silence et adresse à sa famille et à son club les condoléances officielles de la Ligue.

Il adresse ses meilleurs vœux à tous et se félicite de voir le Dteur JACQUENOD en bonne forme.

ADOPTION DU P.V. DE LA REUNION DES 20 et 21 SEPTEMBRE: Ce P.V., qui a été adressé à tous les membres, est adopté à l'unanimité sans être lu.

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL DES PRESIDENTS DE LIGUES

Jean MAIGNAN, qui a représenté la Ligue à cette réunion du 14.12.86, en fait le résumé :

- Aide aux 6 Ligues sans CTR - La F.F.T.T. s'engagera au maximum pour 1/3 des dépenses, les Ligues étant employeurs.
- Contrat avec Flunch - Cette Société cherche à être un partenaire avant d'être un sponsor. Une réunion avec la Ligue Touraine-Orléanaise aura lieu le 24 Janvier à la F.F.T.T. Les retombées aux niveaux régional et départemental ne seront pas sonnantes et trébuchantes, mais seront sous forme d'aide à des organisations.
- Indemnités aux clubs formateurs - Protection des clubs de N1 et N2. Une liste de joueurs (Benjamins à Juniors) pouvant muter, venant de clubs formateurs ou de stages régionaux, sera établie. Leur mutation entraînera le paiement d'une indemnité compensatrice, qui sera celle du barème n°2 proposé. Par contre, le projet de protection de N1 et N2 a été reporté par le groupe "Mutations-Contrats".
- Rôle et attitude des Présidents de Ligues en cas de crise fédérale.
- Réglementation médicale - Le double surclassement est obligatoire pour les Cadets et Minimes 2 (un amendement sera demandé pour les Minimes 1 de haut niveau et les championnats départementaux).
- La Commission des Organisations
- Les tarifications fédérales - Des propositions sont faites pour fixer un prix fédéral, les parts régionale et départementale étant libres. Le Conseil rejette le principe d'un contrôle fédéral.

COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE FEDERALE DU 14.12.86

Jean-Jacques BRION fait un résumé des travaux :

- M. LAMBIN a, au préalable, présenté le rôle des C.R.O.S. et des C.D.O.S.
- Le D.T.N. Pierre ALBERTINI a présenté, au cours d'une intervention ayant fait grosse impression, ce qu'il envisageait de faire.
- Le budget prévisionnel prévoyant une augmentation des tarifs de 10% a été repoussé, l'Assemblée Générale n'accordant qu'une augmentation de 3%.

- L'élection de THOMAS en remplacement de LAMOURCADE
- Le problème politique posé par l'autorisation donnée à la Fédération de ne pas dépasser 3% d'augmentation tout en laissant toute latitude aux Ligues et Départements d'appliquer des tarifs de leurs choix.

INFORMATIONS FEDERALES

- France Tennis de table : La nouvelle formule sera mise en application en 1987 avec 5 numéros traditionnels et 22 numéros Magazines. Les abonnements gratuits sont supprimés.
- Assurance licence : Le nouvel assureur n'est pas encore désigné, mais les accidents cardiaques seront couverts; l'indemnité en cas de décès sera portée à 50 000F, l'incapacité permanente à 100 000F, le prix par licencié devrait passer de 2F à environ 3F.
- Sous-commission Vétérans : Une sous-commission Vétérans a été instaurée dans la Commission Sportive Fédérale. Cette sous-commission a décidé de faire obligation aux Ligues d'avoir une sous-commission correspondante. Le Comité suit le Président sur les réserves faites pour cette création.
- Orientation ministérielle en matière de subventions : On va vers des contrats d'objectifs à la place de subventions non affectées.
- Planning des règlements financiers : Il s'avère que la majorité des 15 Ligues informées attend la mi-Décembre pour régler les affiliations et licences enregistrées alors que les sommes sont encaissées depuis plusieurs mois. Un planning de versement, basé sur les statistiques de la saison précédente, a été instauré pour régulariser le versement des sommes dues.
- Opération 2000 tables : A l'exception de l'Indre, les tables sont arrivées (6 dans le Cher, 5 dans l'Eure-et-Loir, 8 prévues dans l'Indre, 10 dans l'Indre-et-Loire et 5 dans le Loiret). Un certain retard a découlé des réponses tardives (ou inexistantes) des Départements.
- Direction Technique Nationale : Le nouveau D.T.N, Pierre ALBERTINI, a pris ses fonctions et a déjà défini ses intentions résumées dans 2 lettres adressées aux cadres techniques, lettres lues par le Président MASSALOUX.

COMMISSION MEDICALE

Le Dteur JACQUENOD indique que des exemplaires du Livret Médical ont été remis aux jeunes intéressés; il de ceux-ci ont déjà vu leurs Médecins départementaux. La Commission fera des interventions aux stages de Février, Mars et Avril.

DEMISSION DE BRUNO SIMON

Le Président lit la lettre de démission en date du 7 Décembre. Il lui a demandé des précisions sur les raisons personnelles l'ayant motivé. Le Comité décide de lui laisser la responsabilité, comme il le demande, de la Presse et des Tournois jusqu'à la fin de la saison, TOPP étant pris par J.C. LACOUR.

COMMISSION DES JEUNES

Richard FOURNIER, qui sera pris le Dimanche avec P. DAVID par un stage de cadres, fait le point.

La Commission a, pour la saison 1987-88, un projet de compétitions Inter-Comités à disputer sur un week-end, à une date à trouver au calendrier.

Arrive en séance Pierre ALBERTINI, accompagné par P. DAVID, qui se présente et résume les premières impressions qu'il retire des différentes visites faites aux Ligues.

Il parle des Clubs Espoirs Nationaux, auxquels on a intégré les Clubs Régionaux afin qu'ils puissent un jour devenir "Clubs 15", de l'éligibilité du CTR et surtout du Haut Niveau pour lequel le Ministère a mis (ou va mettre) en place 1 centre national, 3 centres interrégionaux, 103 centres régionaux tous sports.

Les travaux du Comité reprennent leur cours normal avec la désignation des délégués régionaux. J.J. BRION est désigné pour la semaine des Jeunes et il est décidé, devant l'absence de candidature pour les interligues Juniors, d'emmener un cadre technique supplémentaire, P. DAVID assurant les fonctions de délégué.

R. FOURNIER fait le compte-rendu des stages ou actions entreprises :

- TOP 12 - bon déroulement
- Stage Benjamins-Poussins de la Toussaint
- Stage Juniors - compétition à la Pommeraye

Le Président fait part d'une demande de bourse présentée par R. FOURNIER pour pouvoir accompagner un de ses élèves, O. LEVEUGLE, à une compétition en Hollande. Après avoir discuté du problème, il est décidé de ne pas donner une suite favorable à cette demande qui pourrait créer un précédent pour l'avenir. Le D.T.N. verra ce qu'il peut faire à son niveau.

Avant de lever la séance à 20H, le Comité décide, sur proposition de P. DAVID, de porter l'indemnité accordée aux entraîneurs encadrant les stages à 50F par jour.

La séance est reprise le Dimanche 11 Janvier à 8h35.

Sont présents : Mmes BRION et CROU - MM. BOUYER, BRION, ERRANT, FOURGEAUD, JACOB, LACOUR, LAPHA, MAIGNAN, MARCHAND, ROTTREAU ainsi que MM. REBRIUX et LESINGE, Présidents des Comités de l'Indre et du Loir-et-Cher.

Le Président Massaloux suit l'ordre du jour :

ORGANIGRAMME DE LA LIGUE

Léo BOMMER est désigné comme délégué fédéral suppléant à la place d'Alain TAVERNIER.

Il n'est pas jugé utile de désigner un 3ème Vice-Président en remplacement d'Alain TAVERNIER; on revient à l'organigramme ancien avec 2 Vice-Présidents.

Le 30 Janvier, le C.R.G.S. procédera aux élections désignant son Comité Directeur. J.C. LACOUR fera acte de candidature.

NOUVEAUX STATUTS

Avant de passer à l'étude, point par point, des nouveaux statuts étudiés par A.BRI, il est décidé que chaque membre étudiera le projet de Règlement Intérieur et fera connaître son avis pour le 15 Février.

Il est précisé que les projets de statuts des Comités Départementaux doivent être présentés rapidement sous risque d'être obligé de faire une autre Assemblée Générale avant le 31 Décembre.

Il est décidé que l'ordre du jour de l'Assemblée Générale du 14 Juin à LA LOUPE ne comporterait plus, outre l'adoption des nouveaux statuts, un rapport de chaque commission, mais un rapport unique d'activités, un rapport du C.T.R. et l'approbation des comptes financiers. L'Assemblée Générale sera précédée d'une réunion du Comité Directeur de la Ligue le 13 Juin à LA LOUPE, de 10 à 12H et de 14 à 18H.

SECRETARIAT

G. JACOB fait le point sur les effectifs au 10 Janvier :

329 clubs: (38 pour le Cher, 41 pour l'Eure-et-Loir, 30 pour l'Indre, 77 pour l'Indre-et-Loire, 66 pour le Loir-et-Cher, 77 pour le Loiret).

6614 licences: 849 (18) 975 (28) 605 (36) 1468 (37) 1207 (41) 1510 (45)

Il précise que ces chiffres ont été obtenus après le "dégraissage" des statistiques des "doublons" résultant des modifications apportées pour certains licenciés.

Il a constaté que le Secrétariat n'est pas toujours informé des circulaires ou décisions prises par les différentes commissions. Il est rappelé que, pour la bonne marche du Secrétariat, un double doit être envoyé pour information.

Il présente un projet d'organisation administrative de la saison prochaine qui devrait permettre d'étaler la validation des licences à partir de Juin.

Le Président Massaloux précise qu'il ne voit plus la possibilité de respecter la clause concernant la fourniture de logiciel aux Comités Départementaux dans la convention informatique signée avec la F.F.T.T., certaines Ligues ayant délégué leurs fonctions à leurs Comités Départementaux.

DELEGATIONS REGIONALES AUX EPREUVES

Finale des Individuels : MAIGNAN et ROTTREAU, Finales par équipes : ROTTREAU, Corporative BOUYER (Individuels et Equipes), P.P.P. : J.J. BRION, Tournoi Féminin : A. BRION, Challenge Interclubs : MASSALOUX.

TRESORERIE

C. ERRANT fait la comparaison entre les prévisions budgétaires et les dépenses réelles engagées. Il ressort une sous-estimation des dépenses de fournitures et de téléphone; chacun doit donc veiller à ne pas faire de dépenses peu justifiables. Il fait également le point sur les investissements, conformes à ce qui était prévu.

Il signale les sommes encore dues par certains départements pour les stages et va adresser un relevé à chaque Comité pour les droits d'engagement en championnat par équipes et les cautions.

Le Comité apprend que le magnétoscope de la Ligue a été dérobé chez Patrice DAVID et que l'assurance ne couvrira vraisemblablement pas ce vol. La situation financière ne permet pas cette saison d'envisager son remplacement; la commission s'efforcera de travailler avec le matériel existant dans les Comités.

C. ERRANT fait rapidement le point sur les mutations en cours qui ne soulèvent pas de problème particulier.

CONTRAT DAUPHIN TENNIS DE TABLE

Un accord a été signé. La firme patronnera 3 épreuves : TOP 12 Régional, Tournoi Régional Féminin, Championnats Individuels. En contre-partie, la Ligue devra y acheter toutes ses récompenses et obtiendra une réduction de 20% sur les tarifs pour tous ses adhérents.

La séance est levée à 12h20.

La séance reprend à 14h40.

INFORMATIONS SUR LE F.N.D.S.

Le Président Massaloux fait le résumé de ce qui a été obtenu :

- La ville de CHATEAUDUN a obtenu 347 000F pour la salle
- Il y a des primes de formation pour 7 candidats (40 au total)
- Une dotation complémentaire a été accordée à l'Eure-et-Loir (5000F) L'Indre-et-Loire (9900F) le Loiret (2000F)
- L'orientation 1987 fait passer le total F.N.D.S. de 582 millions à 1000. Les clubs devraient être les premiers bénéficiaires.
- Les actions retenues sont sensiblement les mêmes : programme éducateur sportif, déplacements, formation, aménagement du rythme extra-scolaire, actions prioritaires.
- Il y aura un délai très court pour présenter les dossiers.

LES COMITES DEPARTEMENTAUX

Le Président fait un tour de table avec les représentants des différents Comités :

- L'Eure-et-Loir fera son Assemblée Générale le 5 Juin à CHARTRES.
- L'Indre fera son Assemblée Générale le 5 Juin, l'Indre-et-Loire le 19 Juin.
- Le Loiret-Cher le 5 Juin à BLOIS. Son Président signale qu'une Maison des Sports vient d'être créée à BLOIS où l'on pourra tenir des réunions de Commissions.
- Le Loiret fera son Assemblée Générale le 30 Mai. Ce Comité voit sa Commission Jeunes et Technique fonctionner moins efficacement du fait du manque de disponibilité en temps de R. FOURNIER, de plus en plus absorbé par son club.

QUESTIONS DIVERSES

La FSCF a protesté pour l'organisation du TOP 12 le 14 Décembre, date réservée aux Fédérations Associées. Le Président remarque que cette Fédération n'avait pas répondu à l'invitation d'assister à la réunion de mise au point du calendrier. Il demande qu'au cours de cette réunion, on essaie de protéger au maximum ces dates réservées.

Organisations Nationales : Le 2^e tour de Nationale 2 a lieu à LA LOUPE le 17 Janvier. Le Comité de l'Indre n'a pas été retenu pour organiser la finale du Premier Pas Pongiste en 1988.

Les Critériums Nationaux Corporatifs 1988 auront lieu en principe dans le Loiret-Cher.

Challenges de Lignes : Léo BOMMER demande le traitement informatique du classement des différents challenges. Il n'est pas possible cette saison de faire cette programmation.

Tournoi Régional Féminin : Le règlement a été adressé à tous les clubs par l'intermédiaire des Comités Départementaux. Le groupe 1 (Cher, Indre, Indre-et-Loire) se jouera à CHATEAUBLOIS, le groupe 2 à CHATEAUDUN.

Premier Pas Pongiste : Un nouveau sponsor a été retenu : Schildkrot.

Programme coordonné d'équipements : Il doit être parvenu à chaque Comité.

Classes à horaire aménagé : Elles se continuent au Lycée Grandmont à TOURS, avec quelques difficultés. Leur avenir est incertain si de nouveaux candidats ne se manifestent pas. L'initiative du maintien appartient au Comité d'Indre-et-Loire ; la décision sera prise par le bureau.

Un projet de construction de salle est en sommeil à BOURGES, celui de JOYE-LES-TOURS prend consistance et le Ligue décide d'avaliser ce projet.

Création d'emploi pour les jeunes : Des vacataires sportifs ont été engagés : 1 dans le Loiret-Cher, 2 dans le Loiret, 1 à Salbris, Mer, US Joué. L'Indre-et-Loire envisage de recruter un Educateur sportif : le premier projet a été repoussé en Assemblée Générale, le second sera présenté à une nouvelle Assemblée Générale le 26 Janvier. Certains membres du Comité Directeur craignent que la cessation du financement ministériel, prévu pour 2 ans seulement, n'amène l'obligation de licencier l'éducateur avec tous les ennuis en découlant.

Stages : Le responsable de la Commission Formation Ch. ROTTREAU indique que le stage Entraîneur 1er degré a eu 13 stagiaires. Il regrette que la Commission n'ait pas été tenue au courant sur la suite donnée aux circulaires établies pour l'organisation du stage à thèmes et du stage de recyclage. Il lui semble nécessaire qu'un minimum de coordination soit mis au point.

Colloque du CROS : A donné lieu à une bonne réunion d'information. Le CROS envisage de faire une formation sur des points précis : Finances, Assurances par exemple. Son principal sous-ensemble d'être reconnu comme agent formateur.

Opération Bourdon lancée sur la fabrication de tables en béton par le Loiret. Une demande de subvention a été faite auprès de la FFTT ; sans réponse, le Président interviendra.

Propagande : La Fédération a commis un petit opuscule : Comment créer un club. J.C. LACOUR pense qu'il faut réunir la Commission de Prospective élargie pour étudier la perspective 1988.

Corporative : La Commission s'est réunie le 17 Décembre. Au cours de cette réunion, la Commission du Loiret-Cher a fait une proposition pour changer les conditions d'attribution de la qualification corporative. Ce projet sera présenté par le Président à la Fédération. La Commission demande que les amendes infligées aux clubs corporatifs ne se faisant pas représenter aux Assemblées Générales soient supprimées. Le Comité Directeur, par 9 voix contre 1 et 1 abstention, ne retient pas cette proposition, estimant que chaque club, même corporatif, peut faire l'effort de donner procuration à un autre club.

La séance est levée à 17h30.